

REPUBLIQUE DE GUINEE  
MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

SECRETARIAT D'ETAT  
AU PLAN

DIRECTION NATIONALE  
DU PLAN

PROJET CONSEILLER  
AU SECRETARIAT  
D'ETAT AU PLAN



## **RAPPORT DE MISSION**

**ADAPTATION DU MODELE DE SIMULATION DE L'ECONOMIE GUI-  
NEENNE (MSEGUI) AUX BESOINS D'ANALYSE ET DE PREVISION  
DANS LE CADRE DE L'ELABORATION ET DU SUIVI DE LA STRA-  
TEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE  
(3)**

**Rolf MEIER**

**Novembre 2002**

## **1. INTRODUCTION**

Le présent rapport retrace les résultats des travaux effectués lors d'une mission qui s'est déroulée à Conakry du 16 au 23 octobre et du 10 au 29 novembre 2002. Comme les précédentes missions, cette consultation fait partie des activités appuyées par la GTZ dans le cadre du projet "Conseiller au Secrétariat d'Etat au Plan auprès du Ministère de l'Economie et des Finances", en vue de perfectionner les instruments d'analyse et de prévision macro-économiques.

Au cours de son séjour, le consultant a poursuivi les aménagements du modèle de prévision MSEGUI, en vue de son adaptation aux besoins d'analyse et de prévision dans le cadre de la mise en oeuvre et du suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). Le présent rapport résume les travaux effectués en collaboration avec l'équipe constituée sous la supervision de Monsieur Abdoulaye TOURE, Chef Division des Etudes et Stratégies Macro-économiques (DESM)<sup>1</sup> à la Direction Nationale du Plan (DNP), et avec Monsieur Sékou DIOUBATE, Chef Division Comptabilité Nationale à la Direction Nationale de la Statistique (DNS).

Lors de son séjour, le consultant a pu rencontrer des responsables du Ministère de l'Economie et des Finances et du Secrétariat d'Etat au Plan. Il a eu de multiples séances de travail avec les cadres de la Division des Etudes et Stratégies Macro-économiques et le Chef Division Comptabilité Nationale. Que tous ceux qui, de près ou de loin, ont concouru à la réalisation de cette mission, trouvent ici ses remerciements sincères.

## **2. RESUME DES TRAVAUX REALISES LORS DE LA MISSION**

L'état d'avancement des travaux comprenant les activités réalisées lors de la présente mission, sont enregistrés dans le tableau synoptique dans l'ANNEXE 1 à la page 6. Pour chaque activité, le tableau indique l'état d'avancement des travaux ainsi que les tâches identifiées pour les terminer et compléter, y compris celles qui devraient être accomplies par la Division des Etudes et Stratégies Macro-économiques avant la prochaine mission du consultant.

La présente mission était consacrée essentiellement à l'intégration d'un module pour la prévision du Tableau Entrées-Sorties (TES) dans le modèle macro-économique MSEGUI, suite à la finalisation du TES 1998, réalisée par la Division Comptabilité Nationale en mai 2002. Parallèlement à la mission du consultant il y a eu lieu la consultation de Monsieur Ekué, expert béninois engagé par la GTZ, en vue d'établir une première version d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) pour la Guinée en 1998. Le consultant a procédé à la rédaction des termes de référence et participé au lancement de cette mission. Le 27 novembre, une séance de restitution de la MCS 1998 a eu lieu dans la salle de conférence du Secrétariat d'Etat au Plan.

---

<sup>1</sup> Voir en Annexe 2 la liste des membres de l'équipe ainsi que des autres personnes rencontrées.

La Division Comptabilité Nationale, avec l'appui du projet GTZ, a achevé la confection du TES 1998 en mai 2002. Lors de la présente mission le consultant a procédé avec le Chef de Division Comptabilité Nationale à des ultimes retouches<sup>2</sup> compte tenu des ajustements effectués lors de la mise en cohérence des données du TES avec celles du cadrage macro-économique de l'année 1998 réalisé avec la maquette MSEGUI et de la MCS. Il est suggéré de procéder rapidement à la publication du TES et de la MCS 1998, afin de mettre cette information largement disponible auprès de toutes les institutions impliquées dans l'analyse économique. Ces publications devraient être accompagnées de notes méthodologiques détaillées sur l'établissement du TES et de la MCS et préciser les différentes sources exploitées. Aussi serait-il intéressant de présenter à cette occasion une analyse de l'économie guinéenne à travers une étude des coefficients du TES. A cet effet, un plan du document a été proposé et le Chef de Division Comptabilité Nationale a commencé la rédaction. Un atelier de restitution de ces documents pourrait donc être organisé début 2003.

Lors de la mission, le module de prévision du TES confectionné au cours de la mission de mai 2002, a été intégré dans MSEGUI. Ce travail a été réalisé en étroite collaboration avec l'équipe constituée à la Division des Etudes et Stratégies Macro-économiques (DESM). Le TES qui est incorporé dans MSEGUI sous forme agrégée, comportera huit branches choisies en fonction de leur importance soit au plan de la création de la valeur ajoutée, soit au plan des exportations. Les sous-branches de l'industrie extractive, les BTP, le commerce et les transports sont ventilés entre composantes modernes et informelles, et ceci afin de faciliter le recoupement envisagé avec les groupes socio-économiques.

Le fonctionnement du module de prévision du TES est décrit en détail dans le rapport sur la précédente mission du consultant, en mai 2002. Le module doit déterminer l'équilibre entre l'offre et la demande des biens et services. A cet effet, deux modes de calcul sont proposés : par solde ou par une liaison avec le revenu disponible. En choisissant la première option (MODCAL 1), la plupart des taux de croissance sectoriels en volume sont exogènes. L'équilibrage du TES est très simple et se fait en ligne par solde sur la consommation des ménages, ou la variation des stocks, ce qui correspond au procédé utilisé dans la version antérieure de MSEGUI. Avec la deuxième option (MODCAL 2), beaucoup plus de variables sont calculées de manière endogène, grâce à la mise en relation de la consommation privée avec les revenus, et, donc, la production. Cette option s'inspire de l'approche "classique" de détermination du TES à partir de la matrice des utilisations finales et de la matrice des coefficients techniques. Ceci nécessite une procédure itérative, puisque la variation des productions entraîne une variation des revenus, qui entraîne à son tour une variation des consommations, et donc des productions liées à la demande, et ainsi de suite.

Pour chacun des secteurs, un mode de projection censé adapté à la réalité nationale a été retenu. L'on distingue des secteurs d'offre, où la production est exogène, et des secteurs liés à la demande, où, dans le cas de MODCAL 2, la production est liée aux revenus internes. Dans les deux cas, la consommation publique ainsi que l'investissement public et privé sont considérés comme des variables exogènes ou des variables-instruments qui pourront être manipulées dans une certaine mesure par l'utilisateur. Les autres composantes de la demande finale, à savoir les variations des stocks et les exportations sont aussi considérées comme des variables exogènes. Le montant de ces dépenses est dé-

---

<sup>2</sup> Les enquêtes ont été réalisées selon les prescriptions du SCN. Le consultant n'a pas eu à examiner ni le déroulement des enquêtes, notamment l'état de remplissage des questionnaires, ni les modalités de dépouillement.

terminé dans les autres modules du modèle tels que ceux relatifs au Budget/TOFE, aux exportations etc.

La présence d'un TES permet l'application de la double déflation recommandée par le SCN en vue de déterminer les taux de croissance en volume de la valeur ajoutée. Elle est introduite en bas de chacun des TES projetés, où l'on détermine la production et les consommations intermédiaires au prix de l'année (t-1) ; la valeur ajoutée au prix de l'année (t-1) est ensuite obtenue par différence. L'utilisateur disposera toutefois d'une option facultative afin d'appliquer des déflateurs exogènes qui seront introduits dans la feuille "paramètres".

Pour permettre l'équilibrage du TES, il faut procéder par itérations successives et le recalculer obligatoirement colonne par colonne. Comme Excel ne dispose pas d'une telle option automatique de calcul, il était nécessaire de créer des macro-commandes spécifiques que l'utilisateur doit exécuter chaque fois qu'il s'agit de résoudre le modèle<sup>3</sup>. Un menu spécifique a donc été créé qui permet de lancer les différents calculs et effectuer des manipulations du fichier scénario et des données telles que l'impression, la sauvegarde etc.

L'intégration du TES dans MSEGUI assurera une meilleure cohérence des prévisions du secteur réel et des prix. Cette intégration facilitera l'analyse des interdépendances des différentes branches de l'économie guinéenne et contribuera à déceler les effets d'entraînement des secteurs porteur de croissance. Avant d'utiliser pleinement la nouvelle version du modèle, l'équipe chargée de la modélisation à la DESM doit toutefois encore effectuer des tests de fonctionnement supplémentaires et compléter l'information en vue de calibrer la série des TES pour les années 1999 à 2002 et de les rendre compatibles avec les cadrages macro-économiques existants. Après l'achèvement de ces tests, la DNP pourrait organiser un atelier pour présenter la nouvelle version du modèle aux utilisateurs actuels et potentiels.

### **3. POURSUITE DES TRAVAUX ET RECOMMANDATIONS**

L'on pourrait ensuite envisager d'autres aménagements dont l'objectif sera de rendre l'instrument plus apte à l'analyse des stratégies de croissance et de leur impact sur la pauvreté. En premier lieu il s'agira de procéder à l'éclatement et à l'affinement du module "Revenus et consommation des ménages" dans MSEGUI, notamment par une prise en compte du revenu disponible des ménages et des structures de consommation selon les différents groupes socio-économique (GSE) et/ou leur statut de pauvreté. En attendant les résultats de la nouvelle enquête sur les budgets de consommation des ménages, l'on exploitera d'abord les données compilées dans la MCS 1998 et les informations issues de l'EIBC 1994. A cet effet, l'informaticien de la Division Informatique à la DNS, Monsieur Mamadou Louda Bah a procédé au cours de la mission à la demande du projet GTZ, à l'extraction d'un certain nombre d'informations de l'EIBC 1994 et confectionné des tableaux sur les dépenses et les consommations des ménages selon le milieu (urbain, rural), leur statut de pauvreté (pauvres, non pauvres), le groupe socio-économique et la région administrative.

En intégrant ces informations, il sera possible d'affiner au sein de la maquette, les analyses de la distribution des revenus au sein des ménages et leur utilisation. En effet, dans la

---

<sup>3</sup> Le mode de recalcul "naturel" d'Excel provoquera inévitablement des erreurs.

version actuelle du modèle, le calcul du revenu disponible des ménages reste encore assez sommaire : actuellement c'est l'application d'un taux de consommation *global* au revenu disponible de l'ensemble des ménages qui permet de calculer la consommation des ménages et de la répartir dans un seul vecteur au sein du TES. Le TES fournit les données nécessaires pour calculer les revenus issus de la production (salaires, excédent net d'exploitation). A ces revenus "primaires" s'ajoutent des transferts, notamment les transferts nets provenant de l'Administration (retracé dans le TOFE), des institutions de la sécurité sociale et de l'extérieur. Les impôts directs sur les ménages sont obtenus en appliquant un taux d'imposition exogène.

Pour mener à bien ces travaux et permettre la pérennité de l'utilisation des instruments d'analyse macro-économique, le consultant insiste sur la nécessité de mettre en place un réseau d'échange d'informations autour du modèle. Préconisée au cours de ses précédentes missions, ceci n'a pas encore été réalisé. Les représentants sectoriels devraient être associés systématiquement en tant que personnes-ressources pour valider régulièrement les données collectées et intégrées dans la base de données du modèle, collaborer à la construction des modules sectoriels et participer à l'établissement des projections, notamment la formulation d'hypothèses sur l'évolution des paramètres dans leurs secteurs respectifs.

Aussi sera-t-il souhaitable que dans le cadre du suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, le groupe thématique "Accélération de la croissance économique" exploite plus systématiquement le modèle et que ses membres s'approprient de cet instrument. Une bonne occasion pourrait être l'approfondissement des analyses relatives à la recherche d'une croissance orientée vers la réduction de la pauvreté ("pro poor growth"). A cet effet, un atelier pourrait être organisé début 2003 pour bâtir à l'aide du modèle, des scénarios macro-économiques basés sur les différents programmes sectoriels de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Au préalable, il est recommandé de procéder à un inventaire approfondi des différentes composantes sectorielles du programme et notamment tenter de décrire et chiffrer les impacts des différentes mesures et politiques sectorielles proposées sur les principales variables économiques et les groupes cibles.

Le consultant saisit aussi l'occasion pour souligner encore une fois la nécessité de renforcer par au moins deux cadres économistes, l'équipe chargée de gérer le modèle, en vue de devenir entièrement opérationnelle et répondre aux nombreuses sollicitations.

## Annexe 1 : Etat d'avancement des activités de modélisation macro-économiques (novembre 2002)

Activité	Etat d'avancement	Travaux à réaliser <sup>4</sup>
Collecte et compilation des données économiques et financières disponibles, afin de compléter et harmoniser les informations sur l'évolution des paramètres, des coefficients et des variables exogènes dans le passé et rendre plus argumentée la formulation des hypothèses	Beaucoup de statistiques ont déjà été rassemblées et intégrées dans la maquette. Leur traitement est désormais largement harmonisé avec les méthodes d'évaluation utilisées dans la Comptabilité Nationale. La collecte des données pour l'actualisation de la base de données en vue de l'établissement du prochain cadrage macro-économique est en cours. Un informaticien de la DNS a procédé, en octobre 2002 à l'extraction des informations sur les caractéristiques des ménages à partir des données de l'EIBC.	Entre autres, il reste à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Enregistrer les taux d'intérêt.</i></li> </ul>
Etablissement d'un module spécifique pour le secteur primaire	Quatre modules ont été élaborés au mois de mars 2001 et constituent désormais le secteur primaire pour lesquels les statistiques recueillies et des méthodes de calcul de la valeur ajoutée ont été confrontées aux données de la Comptabilité Nationale et harmonisées.  Au cours de la mission, la base 1998 des comptes des quatre sous-branches a été conciliée avec les montants inscrits dans le TES 1998.	Il reste à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Compléter, si possible, la série sur la pêche avant 1997.</i></li> <li>• <i>Vérifier le calcul des exportations du secteur "pêche".</i></li> <li>• <i>Compléter l'information recueillie sur la sylviculture au niveau des départements ministériels concernés.</i></li> <li>• <i>Vérifier la fiabilité des données concernant la production végétale.</i></li> <li>• <i>Détailler le calcul de la production et de la valeur ajoutée dans le sous-secteur sylviculture en exploitant cette information.</i></li> <li>• <i>Compléter les informations sur les exportations des produits agricoles, notamment du coton, de l'hévéa, etc.</i></li> <li>• <i>Ajouter un sous-module faisant le bilan alimentaire.</i></li> <li>• <i>A cet effet, réunir l'information disponible dans les études et enquêtes.</i></li> <li>• <i>modéliser les principaux ménages agricoles, les types d'exploitation, leurs objectifs et leurs contraintes</i></li> <li>• <b><i>Instaurer des méthodes de travail associant au cours de réunions régulières les représentants sectoriels à l'élaboration des projections, notamment la formulation des hypothèses sur l'évolution des principaux paramètres touchant les différents sous-secteurs.</i></b></li> </ul>

<sup>4</sup> Les activités marquées en italiques devraient, de préférence, être accomplies avant la prochaine mission du consultant.

Activité	Etat d'avancement	Travaux à réaliser <sup>4</sup>
Etablissement d'un module spécifique pour le secteur minier	<p>Ce module avait été réaménagé en novembre 2000 et il n'a pas été modifié cette fois-ci.</p> <p>Au cours de la mission, la base 1998 des comptes des quatre sous-branches a été conciliée avec les montants inscrits dans le TES 1998, notamment les méthodes de calcul de la valeur ajoutée avec les données de la ComptaNat.</p>	<p>Il reste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Finaliser la collecte des séries sur les capacités de production installées et les investissements dans ce secteur, afin d'affiner les projections.</i></li> <li>• <b><i>Instaurer des méthodes de travail associant au cours de réunions régulières les représentants sectoriels à l'élaboration des projections, notamment la formulation des hypothèses sur l'évolution des principaux paramètres touchant les différents sous-secteurs.</i></b></li> </ul>
Adaptation du module destiné à déterminer les recettes fiscales issues du secteur minier	Le code minier est disponible qui donne des indications sur l'application des différentes taxes sur les productions et exportations minières.	<p>Il reste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Compléter cette information.</i></li> <li>• <i>L'exploiter et l'intégrer dans la maquette. Les résultats doivent être confrontés avec les recettes budgétaires constatées.</i></li> </ul>
Adaptation du module de la balance des paiements	En mars 2001, le module "Balance des paiements" a été entièrement reconstruit pour tenir compte de la présentation de la balance des paiements utilisée par la Banque centrale (qui est conforme à la dernière version "Manuel de la balance des paiements" du FMI).	<p>Il reste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préciser les liens entre le TOFE et la BdP.</li> </ul>
Vérification du traitement des importations dans la maquette, notamment l'utilisation des élasticités	La version initiale du modèle utilisait des élasticités à l'importation, pour lesquelles il n'existait pas de preuves empiriques. Elles avaient provisoirement été remplacées au mois de juin 2000 par des taux d'importation définis pour différentes catégories de biens importés. Désormais, les projections des importations sont effectuées au sein du TES en utilisant des coefficients techniques et en faisant l'hypothèse d'une certaine complémentarité des importations et de la production locale.	Il faut entreprendre des recherches pour vérifier la pertinence de ces spécifications et faire des propositions adaptées.

Activité	Etat d'avancement	Travaux à réaliser <sup>4</sup>
Intégration d'un Tableau des Entrées - Sorties (TES) dans la maquette	<p>La Division de la Comptabilité Nationale, avec l'appui du projet GTZ a procédé à la confection du TES 1998. Au cours de la mission, un certain nombre de tests de cohérence et de plausibilité ont été effectués qui ont conduit à un ajustement des enregistrements dans le TES et sa finalisation.</p> <p>Au cours de la présente mission, un module spécifique a été incorporé dans MSEGUI qui effectue les prévisions à partir d'un TES agrégé pour les années 1999 à 2005.</p> <p>L'établissement d'une première MCS (1998) est en cours de finalisation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Procéder rapidement à la publication du TES 1998 et présenter une analyse de l'économie guinéenne à travers une étude des coefficients d'input et d'output.</i></li> <li>• <i>Procéder à la publication de la MCS 1998 accompagnée d'une note méthodologique.</i></li> <li>• <i>Organiser un atelier de présentation du TES et de la MCS 1998.</i></li> <li>• <i>Continuer les tests du module TES conçu pour effectuer des TES prévisionnels</i></li> <li>• <i>Compléter les TES par des informations permettant de répartir les revenus et la consommation privée entre différents groupes socio-économiques identifiés dans les enquêtes (ESIP, EIBC etc.) en vue d'intégrer les informations sur la distribution des revenus au sein des groupes de ménages.</i></li> </ul>
Perfectionnement du module de la dette et mise à jour des données sur l'encours et le service de la dette	L'aménagement de ce module n'a pas été poursuivi au cours de la mission.	<p>Ce module doit être entièrement réaménagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>compléter les informations qui sont disponibles sur la situation de la dette publique intérieure et extérieure</i></li> <li>• <i>éclater les rubriques pour suivre les différents types de bailleurs de fonds</i></li> <li>• <i>prévoir la possibilité de simuler plusieurs variantes de remise de la dette</i></li> </ul>
Insérer dans la maquette des informations sur la programmation et l'exécution des programmes prioritaires dans le CDMT et créer un module des dépenses publiques prioritaires	Un nouveau module "Dépenses publiques prioritaires" a été créé en novembre 2001. Il s'agit de décrire l'évolution des dépenses par secteur prioritaire, de manière à déterminer le rythme possible de recentrage des dépenses publiques sur les dépenses qui ont un impact sur la pauvreté. A cet effet, il est prévu d'introduire chaque fois que cela est possible un lien entre dépenses et objectifs traduits par les indicateurs associés à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. La conception et l'implantation, à l'intérieur de ce module, d'un sous-module "Enseignement primaire" ont été achevées. Il permet de suivre la programmation et le suivi des dépenses publiques pour l'enseignement de base ainsi que l'impact sur les taux de scolarisation.	<p>Il faudrait compléter le module :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Vérifier avec les responsables du secteur, les paramètres du module "Enseignement de base".</i></li> <li>• <i>Préparer sur le modèle du module "Enseignement de base", des modules pour les autres secteurs prioritaires.</i></li> <li>• <i>Rassembler, à cet effet, toute information disponible sur la programmation des programmes prioritaires.</i></li> <li>• <i>Obtenir, si possible, des informations sur les coûts unitaires dans les secteurs prioritaires.</i></li> <li>• <i>Intégrer cette information dans la maquette et prévoir des procédés pour prendre en compte leur impact sur les autres variables de la maquette.</i></li> </ul>



Activité	Etat d'avancement	Travaux à réaliser <sup>4</sup>
Créer un module "Démographie"	Un nouveau module "Démographie" a été conçu et apprêté au cours de la mission de novembre 2001. Il comprend trois feuilles : "Démobase", "Démoprojection" et "Population". Un tel module est nécessaire pour suivre dans MSEGUI certains indicateurs de mise en œuvre et d'impact définis dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Le plus souvent, le calcul de ces indicateurs est basé sur des groupes-cibles constitués par la totalité ou la fraction de la population (par exemple femmes, enfants scolarisables, actifs agricoles, etc.).	Il faudrait : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Poursuivre la réflexion sur les hypothèses émises sur l'évolution des paramètres démographiques.</i></li> </ul>
Révision de la spécification de la fonction d'investissement	La version initiale du modèle utilisait une fonction d'investissement basée sur un coefficient marginal du capital (ICOR), qui n'était pas testée empiriquement. Cette fonction avait été provisoirement remplacée au mois de juin 2000 par un taux d'investissement par rapport au PIB.	Il faut entreprendre des recherches pour vérifier la pertinence de ces spécifications et faire des propositions adaptées, ainsi que la possibilité de détermination de ICORs sectoriels.
Enrichissement du tableau des indicateurs principaux	La DESM a inséré dans le tableau un certain nombre d'indicateurs manquants et réclamés par les utilisateurs.	<i>Ce tableau doit être régulièrement révisé en fonction des informations disponibles et des demandes des utilisateurs.</i>
Vérification des équations de la maquette et le cas échéant, correction des dysfonctionnements constatés	La DESM a procédé à un élargissement de l'horizon des projections couvertes par MSEGUI jusqu'en 2025.	<i>Même si la maquette est désormais entièrement opérationnelle et donne des résultats corrects et cohérents, il faudrait continuer les tests et vérifier les équations au cours de l'utilisation de la maquette, afin de s'assurer que toutes les formules sont copiées entièrement et que la distinction entre les années de projection et les années pour lesquelles sont enregistrées les données du passé, est respectée.</i>
<b>Protection de toutes les feuilles lors de l'utilisation de la maquette</b>	Toutes les cellules contenant des formules sont verrouillées. Seules les cellules destinées à recevoir des entrées par l'utilisateur (variables exogènes, paramètres), sont déverrouillées. Toutes les feuilles sont protégées, afin d'éviter que des formules soient écrasées accidentellement par les utilisateurs.	<b><i>Lors de l'utilisation de la maquette, toutes les feuilles doivent impérativement restées protégées, de préférence par un mot de passe connu uniquement par l'équipe, afin d'éviter tout effacement involontaire par les utilisateurs de formules ou de liens entre variables. Une copie de la dernière version de la maquette doit être conservée sur disquette.</i></b>
<b>Actualiser régulièrement les définitions anti-virus</b>	Lors de la mission, les définitions anti-virus du logiciel Norton Antivirus ont été actualisées sur l'ordinateur de la DESM.	<b><i>Actualiser régulièrement les définitions anti-virus qui pourraient être obtenues auprès du projet GTZ.</i></b>

Activité	Etat d'avancement	Travaux à réaliser <sup>4</sup>
Réalisation de macro-commandes en Visual Basic, afin de faciliter et automatiser le maniement du programme et le rendre plus convivial	Comme Excel ne dispose pas d'une telle option de calcul, il fallait créer des macro-commandes spécifiques qu'il faut exécuter chaque fois qu'il s'agit de rééquilibrer le TES. Un menu spécifique a été créé qui permet de lancer les différents calculs et effectuer des manipulations du fichier scénario et des données telles que l'impression, la sauvegarde etc.	Il reste à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Tester les macro-commandes et les compléter en fonction des besoins constatés lors de l'utilisation du modèle</i></li> <li>• <i>Compléter la liste des tableaux que l'on souhaite imprimer à partir du menu et définir leur contenu.</i></li> </ul>
Etablissement des graphiques associées au cadrage	L'insertion des graphiques dans le rapport sur le cadrage macro-économique avait été automatisée au mois d'avril 2001.	
Utilisation de MSEGUI pour réaliser régulièrement un rapport annuel sur l'économie nationale	La DNP a réalisé au mois de mars 2002 le Rapport Economique et Social 1999-2001 qui utilise largement les données du cadrage macro-économique. Un cadrage macro-économique a été réalisé en juin 2002. La collecte de données est en cours en vue de son actualisation	
Préparation de documents pédagogiques appropriés pour la formation et la publication de manuels d'utilisation	Une version provisoire du manuel est disponible.	<i>Finaliser la rédaction du manuel :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Réfléchir sur le contenu.</i></li> <li>• <i>Préparer un plan du document.</i></li> <li>• <i>Organiser un atelier pour présenter le modèle aménagé et exposer la façon dont il pourra être utilisé dans la préparation et le suivi d'une stratégie de croissance orientée vers la réduction de la pauvreté ("pro poor growth")</i></li> <li>• <i>Favoriser l'appropriation de cet outil par le groupe thématique "Accélération de la croissance économique"</i></li> </ul>

Activité	Etat d'avancement	Travaux à réaliser <sup>4</sup>
Conception d'un système d'échange d'informations approprié pour alimenter la maquette		Les personnes-ressources dans les départements sectoriels devraient faire partie du système d'échange d'informations à mettre en place. D'une manière d'abord informelle, il faudrait les associer désormais aux travaux de projection, notamment en ce qui concerne la construction des modules sectoriels et l'établissement des hypothèses sur l'évolution des paramètres dans leurs secteurs respectifs.
Mise en place d'une banque de données qui comprendra les indicateurs économiques et financiers régulièrement mis à jour	La DESM a commencé à classer systématiquement les informations, en utilisant des classeurs, ce qui permet de les retrouver facilement.	<i>Il faudrait réfléchir sur la manière de créer des fichiers dans lesquels les informations périodiques seront systématiquement enregistrées. Un certain nombre d'indicateurs peut ensuite être directement lié à la maquette de prévision. Il faudrait commencer par exemple, par l'enregistrement de l'indice des prix à la consommation et calculer les moyennes annuelles à utiliser dans le modèle.</i>

## ANNEXE 2

### LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

El Hadj Amadou SOW, Secrétaire Général, Ministère de l'Economie et des Finances, Président du CI-DSRP

Morike CAMARA, Conseiller Technique au Secrétariat d'Etat au Plan

Ibrahim Sory SANGARE, Directeur National du Plan

Oumar DIALLO, Directeur National de la Statistique

Marcelin D. BANGOURA, Directeur National Adjoint du Plan

Sékou DIOUBATE, Chef Division Comptabilité Nationale, DNS

Mamadou Louda BAH, Division Informatique, DNS

Boulivél SOW, Chargé de la Coopération guinéo-allemande, Direction Nationale de la Coopération

Peter HILLEN, CTP, Projet GTZ Conseiller au Secrétariat d'Etat au Plan / Ministère de l'Economie et des Finances

Wolfgang SCHORK, Conseiller GTZ, ONFPP, Conseiller a.i. au Secrétariat d'Etat au Plan

Pierre Crédo EKUE, Consultant GTZ pour l'établissement de la MCS

Oliver RENTSCHLER, Premier Secrétaire, Ambassade d'Allemagne, Conakry

Guy ABLEFONI, Directeur Bureau de la GTZ, Conakry

Moussa KOUROUMA, Consultant

Cadres de la Division des Etudes et Stratégies Macro-économiques faisant partie de l'équipe ayant travaillé avec le consultant :

Abdoulaye TOURE, Chef Division Etudes et Stratégies Macro-économiques

Frédéric Soulé TINGUIANO, Chef Section Suivi des Politiques et Stratégies

Augustin Tchongo MASSANDOUNO, Chef Section Projections Macro-économiques

## ANNEXE 3

### LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

- Bennett, Jim : **Vers un système de suivi et d'évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée**, Rapport de mission, Conakry / Cologne, 20 juin 2002
- Bulmer-Thomas, Victor: **Input-Output Analysis in Developing Countries**, 1982
- International Monetary Fund and International Development Association: **Review of Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP) Approach – Early Experiences with Interim PRSPs and Full PRSPs**, Washington, March 26, 2002
- Kourouma, Moussa : **Stratégies de développement économique et social de la Guinée – Bilan diagnostique**, Ministère de l'Economie et des Finances, Secrétariat d'Etat au Plan, Direction Nationale du Plan et Coopération Technique Allemagne (GTZ), Conakry, janvier 2002
- République de Guinée : **La Stratégie de Réduction de la Pauvreté en Guinée**, document provisoire, Conakry, janvier 2001
- République de Guinée, Ministère de l'Economie et des Finances, Secrétariat d'Etat au Plan, Direction Nationale du Plan, Division des Etudes et Stratégies Macro-économiques : **Cadrage macro-économique annuel 2001, Mise en place du Cadrage des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)**, Conakry, 26 juin 2002
- République de Guinée, Ministère de l'Economie et des Finances, Secrétariat d'Etat au Plan, Direction Nationale du Plan : **Rapport économique et social 1999-2001**, Conakry, mars 2002
- République de Guinée, Ministère du Plan et de la Coopération, Projet d'Appui au Développement Socio-économique – PADSE, Enquête Permanente auprès des Ménages : **Un profil de pauvreté en Guinée**, Enquête Intégrale sur les conditions de vie des ménages avec module Budget et Consommation, EIBC 1994-1995, Conakry, *sans date*
- République de Guinée, Ministère du Plan et de la Coopération, Projet d'Appui au Développement Socio-économique – PADSE, Enquête Permanente auprès des Ménages : **Enquête Intégrale sur les conditions de vie des ménages avec module Budget et Consommation, EIBC 1994-1995**, Rapport final, Conakry, *sans date*
- République de Guinée, Ministère du Plan et des Finances, Projet d'Appui au Développement Socio-économique : **Dimensions sociales de l'ajustement structurel (DSA) – Enquête sur les informations prioritaires (ESIP), Annexes statistiques**, Enquête permanente auprès des ménages, Conakry, juin 1991

République Rwandaise, Ministère de l'Economie et des Finances, Direction Générale de la Politique Economique : **La structure de l'économie rwandaise à travers son Tableau Entrées-Sorties en 1982 – Résultats et méthodologie**, Kigali, septembre 1985